



PROJET AGRO-ENVIRONNEMENTAL ET CLIMATIQUE 2016-2020

BASSIN VERSANT DU LEGUER

AVANT-PROPOS

Ce document présente le projet de PAEC du bassin versant du Léguer. Ce PAEC est une des actions « phares » du programme d'actions du bassin versant du Léguer, défini dans le cadre du projet de territoire du BV du Léguer 2016-2020, dont la validation devrait avoir lieu prochainement.

Il intervient également dans un contexte d'évolution des structures d'animation du bassin versant du Léguer avec une simplification prévue au 1^{er} janvier 2016 qui devrait aboutir à une structure unique de portage de l'ensemble des actions. Cette structure sera le chef de file et coordonnateur du PAEC du BV du Léguer.

Par ailleurs, le bassin versant du Léguer étant aujourd'hui identifié comme en « bon état écologique » à l'échelle du bassin Loire-Bretagne, certains financements sont moindres que par le passé et la possibilité de développer d'autres actions (que les MAE) à destination des agriculteurs, se réduit. Pourtant les enjeux et les problématiques identifiées sont encore bien présents et un risque fort de dégradation de cet état si la dynamique en place s'effiloche...

Enfin, ce PAEC revêt d'une grande importance pour le bassin versant du Léguer aujourd'hui car il arrive dans un contexte économique et agricole tendu, et de suppression des quotas laitiers qui pourrait affecter durablement l'eau et les milieux aquatiques d'un territoire en grande majorité constitué d'élevages laitiers.

Le territoire concerné par le bassin versant du léguer s'étend sur près de 540 km². Le Léguer prend sa source au lieu-dit « pen léguer » en Bourbriac. Ce « fleuve côtier » long de 59 km draine les plateaux du Trégor intérieur, s'écoule vers le Nord et se transforme en estuaire avant de se jeter dans la manche en baie de Lannion. Le bassin versant du Léguer est caractérisé par un chevelu dense d'environ 1 000 km de cours d'eau.

II. IDENTIFICATION DES ENJEUX

Le bilan évaluation du dernier contrat de bassin versant du Léguer a permis de redéfinir les principaux enjeux pour le territoire du BV du Léguer et de dessiner les contours du futur programme. L'ensemble des acteurs du bassin versant ont été associés à ce travail. Ils ont retenus 4 grands enjeux pour le bassin versant :



Parmi ces grands enjeux, on peut préciser certains points qui sont particulièrement en lien avec le projet de PAEC du BV du Léguer :

A. Un enjeu fort de maintien et de non dégradation de la qualité de l'eau dans un contexte à risque

1. Une prédominance d'élevages bovins lait et une part de maïs encore importante dans la surface fourragère

L'agriculture constitue une des activités majeures du territoire du BV du Léguer, largement situé en zone rurale. La Surface Agricole Utilisée (SAU) en 2011 (RPG 2011) était estimée à 29 300ha sur 53 800 ha de surface totale. Par ailleurs, on recensait lors du Recensement Agricole de 2010 (RA 2010), 656 exploitations sur le bassin versant et 962 Unités de Travail Annuel agricole (UTA).

Le diagnostic confié en 2014 au CER a permis de mieux cerner l'activité agricole du BV du Léguer : Près de 70% des exploitations du BV du Léguer sont en production laitière (chiffre supérieur à la moyenne départementale) avec également une production de viande bovine très présente (47 400 bovins sur le bassin versant en 2010 !).

Les productions hors sols sont, à l'inverse, moins développées avec environ 10% des exploitations présentant un atelier hors sol porcs (3 fois moins qu'au niveau départemental) et 10% d'atelier volailles.

Cette prédominance de l'élevage bovin sur le territoire a une influence sur l'économie et l'occupation des sols. Ainsi, les ¾ de la SAU sont constitués de surfaces fourragères destinées à l'alimentation du bétail. Ces dernières années cette surface fourragère était constituée d'environ 32% de maïs fourrage (7 107 ha en 2010) et le reste en grande majorité de prairies temporaires ou permanente (11 850 + 2450ha en 2010). Une partie de la SAU est également dédiée à la production de céréales (6 910 ha en 2010) pour la vente et la récupération de paille pour le bétail). Mais, les rendements en céréales sont moins élevés sur le BV que sur d'autres secteurs de Bretagne du fait d'un potentiel pédoclimatique moindre. (-8.7 quintaux/ha sur 5 ans par rapport à la moyenne CER). Cette situation est un levier pour inciter les agriculteurs du BV à raisonner plutôt en marge brute qu'en optimum de rendement, avec une possibilité de réduire les coûts de traitements phytosanitaires.

La SAU moyenne des exploitations du BV du Léguer, plus importante que la moyenne du département (75,9ha en 2013 contre 68.6ha en moyenne) en raison de la prédominance d'élevages bovins continue à augmenter régulièrement (1 ha par an !)

Concernant la production laitière sur le BV du Léguer : le système de production est légèrement moins productif que la moyenne (environ -290L de lait par vache ; -0.1UGB/ha ; -5% de maïs fourrage) tout en permettant de dégager une marge brute sensiblement identique.

Globalement, le niveau de rentabilité affiché par les exploitations du BV est inférieur à la moyenne départementale (même tendance pour le revenu par UTH exploitant)

2. Les exploitations déjà en systèmes herbagers ou biologiques : des exploitations à conforter dans un contexte économique tendu

En complément du diagnostic global présentant l'agriculture sur le BV du Léguer, une étude a été demandée au CER en 2014 pour caractériser la situation économique des exploitations ayant déjà fait le choix d'un système basé sur une part d'herbe importante (<25% de maïs dans la SFP). Les conclusions de l'étude montrent que :

- « A situation « figée », les exploitations avec peu de maïs fourrage ou plus d'herbe sont largement capables de dégager des revenus comparables ou supérieurs.
- **Par contre, ce système semble moins réactif lorsque la conjoncture laitière (de plus en plus volatile) permet certaines années de produire plus de lait** (comme en 2014).
- **La marge de manœuvre des éleveurs en système herbager est plus limitée. La capacité de réponse des systèmes plus intensifs est plus forte** mais avec parfois plus de prises de risques ! »

De la même façon la production de lait biologique a été étudiée :

- les résultats en lait biologique sont finalement largement comparables au lait conventionnel en termes de revenu ou d'efficacité
- Par contre, ils masquent aussi de gros écarts entre les producteurs (20% à moins de 10 000 €/UTHF en 2013).
- De plus, la comparaison se fait entre les moyennes avec d'un côté un échantillon encore assez petit où la motivation est certainement plus forte par rapport à une moyenne en lait

conventionnel qui englobe toutes les situations. Les moyennes ne sont donc pas forcément très comparables (précaution).

- **La conversion en lait biologique nécessite une technicité performante. On note aussi un poids important des charges de structure. La fin des quotas (hausse des volumes attendue) pourrait accentuer l'écart en charges de structures par 1000 litres (effet dilution) par rapport au lait conventionnel.**
- Les perspectives de marché sont encore favorables sur un marché porteur mais celui-ci doit conserver un prix du lait rémunérateur et bien différencié pour les producteurs

➔ **Pour les raisons évoquées en gras ci-dessus, les mesures SPE et Bio de « maintien » apparaissent comme intéressantes pour aider ces systèmes à perdurer, notamment lors de périodes de fluctuation des marchés**

3. Un risque d'intensification des autres exploitations, un accompagnement nécessaire pour les orienter vers des systèmes plus herbagers

Dès cette année (2015) avec la suppression des quotas laitiers, une part conséquente d'agriculteurs du bassin versant du Léguer risque de s'orienter vers une intensification de leur exploitation laitière pour tenter de tirer un bénéfice économique de ce nouveau contexte, même si le bénéfice n'est peut-être qu'à court terme...

Cette potentielle intensification (augmentation de la surface en maïs au détriment de l'herbe) pourrait avoir des conséquences sur la qualité de l'eau et des milieux aquatiques.

Il est donc indispensable d'éviter cette évolution en proposant une alternative aux éleveurs laitiers du bassin versant. Les MAE SPE (maintien et conversion) et de conversion et maintien en agriculture biologique peuvent répondre à ce besoin et sont donc essentielles dans le dispositif PAEc du BV du Léguer. A condition de proposer des moyens d'animation, d'accompagnements technique et financier suffisants.

Le risque d'intensification concerne principalement les exploitants possédant une part de maïs importante dans la ration alimentaire. En effet, les fermes qui ont moins de 25% de maïs sont déjà engagées dans un système herbager (qu'il faut au moins conforter – voir paragraphe précédent). L'enjeu concerne donc principalement les exploitations qui possèdent une part de maïs importante et qui risquent de s'intensifier encore. Aussi, pour encourager ces exploitants à diminuer leur part de maïs, **il est essentiel de pouvoir proposer la mesure MAE SPE 28, plus accessible pour bon nombre d'entre eux.** On estime, par ailleurs que le nombre d'hectares qui passeraient en herbe grâce à la MAE SPE 28 serait plus importante que via les MAE SPE 18 et 12 cumulées ! (voir objectifs de contractualisation)

4. Une problématique pesticides encore très présente sur le BV du Léguer

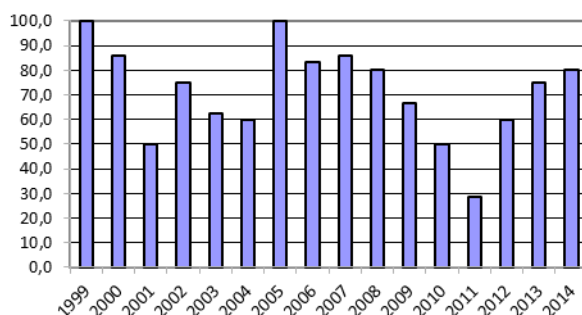
Malgré des actions menées sur cette problématique depuis de nombreuses années et amélioration sur certains paramètres de qualité chimique des eaux, le bassin versant du Léguer reste confronté à des pics récurrents de pesticides dans ses eaux superficielles et souterraines.

La problématique est d'autant plus forte que l'alimentation en eau potable de près de 50 000 habitants est réalisée grâce à des captages d'eau superficielle sur le Léguer ou affluents (90% de l'AEP). La sensibilité de la qualité des eaux brutes est donc un enjeu majeur.

Des améliorations significatives ont été observées depuis plusieurs années, grâce aux actions de sensibilisation et à la réglementation qui a évolué (interdiction de certaines molécules, arrêtés phytos...). Malgré tout, de nombreux pics sont encore présents et peuvent présenter un risque pour l'alimentation en eau potable mais aussi pour le fonctionnement biologique de la rivière.

A titre d'exemple, au moment de fortes pluies les teneurs en glyphosate et/ou AMPA (sa molécule de dégradation) restent très souvent supérieures à l'objectif fixé par le contrat de BV du Léguer depuis 1998, à savoir 0,1 µg/L.

**fréquence de dépassements de l'objectif BV de 0,1 µg/L
glyphosate + AMPA à la station LE05051 (Kergomar)**



La situation s'améliore pour des molécules auparavant très retrouvées dans les eaux du Léguer, comme l'atrazine ou l'isoproturon, de nouvelles molécules, essentiellement agricoles, sont observées ces dernières années, avec des pics supérieurs à 0,1 µg/L : ces 3 dernières cela concerne les molécules suivantes : Linuron, Métazachlore, Quinmerac, Clomazone, Dimétachlore, Métaldéhyde, Métazachlore, Napropamide, Triclopyr, asulame, Nicosulfuron, Acétochlore, Bentazone, Ethofumésate, Mésotrione, Métolachlore, Sulcotrione...

De mauvais résultats sont rencontrés dans les analyses ARS et du CBVL dans les eaux brutes arrivant à la prise d'eau de Kergomar. Des pics importants ont été observés pour certaines molécules.

Par exemple :

analyse ARS : 0.105 et 0.26 µg/L de 2,4D après traitement à l'usine (eau traitée) ! en mai et juin 2014

analyse CBVL : 2,51 µg/L d'isoproturon le 29/01/15

De récents échanges avec l'ARS et la DRAAF nous encourage à poursuivre les actions de mise en œuvre d'actions de réduction des pesticides dans le cadre du programme bassin versant et si possible les renforcer pour certaines molécules.

Les MAE sont des outils intéressants et complémentaires d'autres actions pour répondre à ce besoin. Cependant, les bilan-évaluations menées sur le BV du Léguer en 2013 et au niveau régional, ont montré

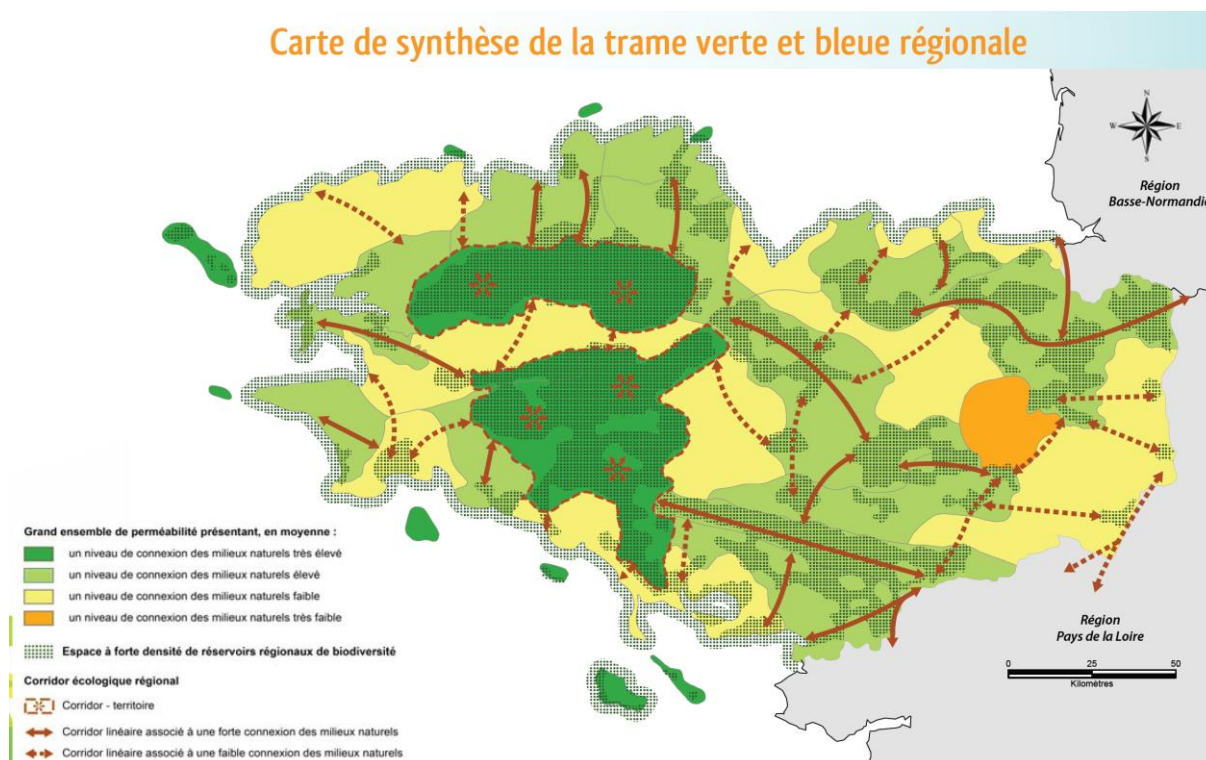
que les MAE ciblant exclusivement une réduction des pesticides (comme proposées sur le ssbv du Min Ran ces dernières années) avaient un effet limité (difficulté à engager un changement de pratiques durable sans prendre en compte le système d'exploitation dans sa globalité et risque de retour en arrière à la fin des 5 ans de contractualisation).

Ces éléments nous conduisent à défendre l'intérêt de MAE SPE qui intègrent un volet réduction des IFT mais avec un engagement de l'exploitant sur une évolution/maintien globale du système visant une réduction d'intrants.

Comme évoqué précédemment la mesure SPE 28 est tout à fait essentielle pour un territoire comme le BV du Légier afin d'engager une part considérable d'exploitations qui n'iront pas directement vers des systèmes herbagers.

B. Un enjeu majeur de préservation et de gestion d'une biodiversité riche et remarquable pour la Bretagne

Le bassin versant du Légier est aujourd'hui reconnu comme un territoire riche en terme de biodiversité et il est important de prévoir des mesures destinées à préserver cette richesse. En effet, outre le classement de la vallée du Légier en site NATURA 2000, le SRCE identifie l'amont du bassin versant du Légier comme une des zones majeures de réservoir de biodiversité en Bretagne et mentionne la vallée du Légier (partie plus aval du BV) comme un axe de corridors écologiques essentiel à l'échelle régionale.



Certains éléments du paysage jouent un rôle fondamental pour la qualité de ces réservoirs de biodiversité et les corridors qui permettent de connecter les milieux naturels, et, ils sont intimement liés aux systèmes et pratiques agricoles du territoire.

Ainsi, la partie amont du bassin versant est caractérisée, notamment, par des surfaces de zones humides importantes et des densités de bocage parmi les plus fortes de Bretagne. Dans sa partie aval, les zones humides sont moins présentes mais le maillage bocager reste un élément important du paysage et joue un rôle important pour la biodiversité (reconnue à l'échelle européenne avec la présence d'espèces emblématiques) mais aussi pour la bonne gestion quantitative et qualitatives des eaux du Léguer et de ses affluents.

Néanmoins, les zones humides et le bocage du bassin versant sont aujourd'hui soumis à des risques forts de dégradation.

1. le bocage, un élément structurant du paysage à préserver et à gérer durablement :

L'analyse macropaysagère menée en 2006 sur grande partie du BV du Léguer a permis de dresser un état des lieux du bocage sur le BV, son évolution et les menaces auxquelles il est soumis :

Ce travail a permis de montrer que si le linéaire de bocage est encore relativement important, il subit une érosion régulière estimée à 3 mètres / ha par an depuis les années 60 !, avec une responsabilité partagée entre les agriculteurs et les collectivités (bocage de bords de route). De plus, l'étude montre que la dégradation du maillage bocager est autant liée à des destructions (à la pelleteuse) qu'à des pratiques d'entretien ou de gestion inadaptées (utilisation d'outils mécaniques comme le lamier, piétinement par les animaux, labour trop proche du pied de talus, suppression de la végétation du dessus du talus, désherbage chimique des talus...)

Ces éléments ont été ensuite confirmés par d'autres études postérieures (V2 Breizh bocage) et ont été repris comme base de travail pour la définition d'une stratégie bocagère d'un nouveau programme d'action à partir de 2015. Plusieurs axes de travail et actions ont alors été définis pour favoriser la reconnaissance, la bonne gestion, la reconstitution et la valorisation du bocage.

Les MAE linéaires « bocage » ont ainsi été identifiés comme un des outils intéressants pour répondre à ces enjeux, à condition qu'elles soient suffisamment rémunératrices et à la hauteur de l'investissement des agriculteurs pour la mise en œuvre de pratiques de gestion pérenne de leur bocage.

2. Les zones humides, des espaces agricoles menacés à protéger et à gérer de façon extensive :

En lien avec un réseau hydrographique très dense (1000 km de cours d'eau environ), le bassin versant du Léguer présente une surface de zones humides relativement conséquente mais avec des disparités en fonction des secteurs du BV. Des diagnostics menés au début du précédent contrat de bassin versant (2008-2013), complétés par un important travail d'inventaires de zones humides, ont permis de mieux cerner la typologie des zones humides et les problématiques rencontrées.

Ainsi, on peut distinguer une zone amont du bassin versant où l'analyse des inventaires montre que la majorité des milieux humides (80% sur le ssBV du Guic) sont des boisements et des prairies naturelles. Les pratiques, lorsqu'elles existent, y sont de manière très majoritaire adaptées à la sensibilité du

milieu. Mais il a été aussi mis en évidence les principales menaces existantes : l'enrichissement par abandon puis la plantation, auxquelles s'ajoutent d'autres atteintes ponctuelles aux fonctions des zones humides :

- la présence de pièces d'eau
- le remblaiement et le drainage
- la présence d'espèces végétales invasives
- l'existence de cultures au sein des zones humides
- Cultures juxtaposées aux zones de sources, sans protection.

Sur la partie aval du bassin versant, notamment sur le sous-bassin du Min Ran, l'inadaptation des pratiques à la sensibilité du milieu est plus fréquemment rencontrée. Les zones humides, plus particulièrement au niveau des zones de sources, sont ainsi plus fréquemment mises en cultures. 2/3 des parcelles du Min ran identifiées en zones humides sont ainsi inscrites dans une rotation culturale. Le drainage a également contribué à une forte perturbation des zones humides.

Dans tous les cas, malgré l'intérêt environnemental évident du maintien des zones humides gérées, beaucoup d'entre elles sont confrontées à un risque d'abandon ou d'artificialisation par des agriculteurs qui ont parfois du mal à les valoriser dans leur système d'exploitation du fait d'un intérêt économique (pour l'agriculture) plus faible de ces milieux.

Il apparaît donc essentiel de pouvoir proposer aux exploitants agricoles qui sont les principaux gestionnaires des zones humides sur notre territoire, des actions de préservation et de gestion des zones humides agricoles. Elles doivent permettre de maintenir en l'état les zones humides fonctionnelles via :

- la limitation des risques de pollutions (réductions des phytos, mise en place de bandes enherbées...)
- la valorisation des pratiques existantes et accompagnement pour la gestion extensive des prairies (conventions de mise à disposition de matériel en échange d'une gestion pérenne, accompagnement technique agricole ...)
- l'accompagnement sur le foncier (échanges parcellaire, réserves foncières...)

Des actions ont déjà été menées en ce sens et continuent d'être portées aujourd'hui. Le dispositif des MAE est un outil très intéressant pour y répondre et c'est la raison pour laquelle des MAE d'entretien des zones humides ont déjà été proposés ces dernières années. Il nous semble pertinent de pouvoir proposer de nouvelles MAE comportant des engagements unitaires pour favoriser les pratiques d'entretien et de gestion des zones humides agricoles, identifiées suite à la réalisation d'inventaires.

III. OBJECTIFS DE RESULTATS

Dans le cadre de la construction du futur projet de territoire du BV du Léguer, qui s'étendra sur la période 2016-2020, des objectifs thématiques et opérationnels ont été définis pour répondre aux grands enjeux identifiés pour le BV du Léguer. Ces objectifs et les actions concrètes qui en découlent restent à valider par les acteurs du BV et les partenaires techniques et financiers, d'ici la fin de l'année 2015. Le programme proposé s'articule autour de plusieurs thèmes :

I - ANIMATION / COORDINATION GENERALE

II - INFORMATION, COMMUNICATION, SENSIBILISATION DES ACTEURS DU TERRITOIRE

III - SUIVI DE LA QUALITE DE L'EAU

IV - ACTIONS AGRICOLES

V - AMENAGEMENTS URBAINS ET PRATIQUES NON AGRICOLES

VI - PERIMETRES DE PROTECTION DE CAPTAGES

VII - BOCAGE

VIII - ZONES HUMIDES / BIODIVERSITE

IX - COURS D'EAU

Les thématiques les plus visées par le présent projet de PAEc concernent les actions agricoles, le bocage et les zones humides biodiversité. Des objectifs et des indicateurs sont en train d'être calés pour ces thématiques (ces éléments ne sont pas encore validés à la date de rédaction de ce document), et, une cohérence est à assurer avec ceux du projet de PAEc :

Pour la thématique « actions agricoles », les objectifs définis à ce jour sont les suivants :

Objectifs thématiques	Objectifs opérationnels <i>Indicateurs et objectifs 2020</i>
Maintenir la dynamique agricole, la mobilisation des agriculteurs sur les enjeux du BV	Animer les groupes de travail : CPA, groupes thématiques (com, foncier, économie, réduction pesticides) <i>5 % des agris impliqués</i>
	Communiquer pour faire comprendre et s'approprier les enjeux <i>100% des agris « touchés » au moins 1 fois par an</i>
Réduire l'utilisation de pesticides	Développer l'utilisation de techniques alternatives <i>Au moins un matériel alternatif dispo sur tt le BV (ETA, CUMA...) >20 % des agris pratiquant le désherbage alternatif (suivi enquête SRISE)</i>

	Réduire le recours aux molécules les plus impactantes pour l'eau, la biodiversité et la santé <i>Division par 2 des quantités de pesticides selon les modalités définies par le plan Ecophyto 2</i>
	Utiliser différents leviers agronomiques <i>Division par 2 des quantités de pesticides selon les modalités définies par le plan Ecophyto 2</i>
Favoriser l'évolution vers des systèmes économes en intrant et leur maintien	Intervenir sur le foncier pour favoriser les évolutions de systèmes <i>30 échanges parcellaires</i> <i>Indicateur de dispersion à définir ?</i>
	Pérenniser la viabilité économique des exploitations engagées dans ces systèmes <i>A préciser</i>
	Mobiliser des outils disponibles pour engager durablement les exploitations vers des systèmes économes en intrants <i>50 MAE « systèmes »</i> <i>4 000 ha contractualisés</i>

Pour la thématique « bocage », les objectifs définis à ce jour sont les suivants :

Objectifs thématiques	Objectifs opérationnels <i>Indicateurs et objectifs 2020</i>
Améliorer les fonctionnalités du maillage bocager tout en permettant son évolution en accord avec les usages	Rendre durable les projets de reconstitution engagés dans les programmes précédents <i>80 % des linéaires présents à l'issue du contrat</i>
	inscrire la reconstitution dans les objectifs de gestion des exploitations agricoles <i>100 km de bocage recréés</i>
	accompagner les acteurs dans les projets d'aménagement territoriaux <i>100% des communes intégrant le bocage et prenant en compte les TVB dans leur PLU</i> <i>100 % du linéaire bocager maintenu (suivi par placettes)</i>
	diagnostic et construction d'une méthodologie pour l'identification des TVB et des enjeux associés sur le bassin versant <i>1 outil fonctionnel validé</i>
Maintenir les linéaires bocagers en bon état et bien gérés en leur redonnant une valeur d'usage	Participer au développement d'une filière économique diversifiée de bois de bocage (plaquette, bûche, œuvre) citoyenne et garante d'une gestion durable de la ressource <i>1 label / garantie gestion pérenne</i>
	améliorer la connaissance pour favoriser la biodiversité du bocage au sein de projets participatifs <i>1 outil de diagnostic opérationnel et validé</i>
	favoriser les bonnes pratiques d'entretien des haies existantes <i>50 PGB</i> <i>30 MAE bocage</i>

Pour la thématique « zones humides/biodiversité », les objectifs définis à ce jour sont les suivants :

Objectifs thématiques	Objectifs opérationnels <i>Indicateurs et objectifs 2020</i>
Préserver les zones humides et leurs fonctionnalités	Améliorer la connaissance des zones humides et de la réglementation <i>Toutes les communes du BV « formées » (au moins 1 élu ou 1 agent) 10% des agriculteurs participant aux journées techniques/formations</i>
	Assurer une veille sur les zones humides en relation avec les propriétaires et les élus <i>Réponse à toutes les sollicitations / projets impactant les ZH Surface de ZH préservée</i>
Restaurer et gérer les zones humides pour leurs rôles d'amélioration de la qualité de l'eau et d'accueil de la biodiversité	Démontrer la valeur globale des zones humides dans le système d'exploitation
	Aider les exploitants à reconquérir les milieux en déprise <i>80 ha restaurés et gérés de façon pérenne</i>
	Soutenir la gestion pastorale extensive et les systèmes agricoles économes en intrants <i>250 ha en MAE ZH</i>
	Mener des opérations pilotes exemplaires de restauration lourdes de zones humides <i>2 ha de zones humides réhabilitées (uniquement via mesures compensatoires)</i>
Maintenir et améliorer la fonctionnalité des têtes de bassin (enjeux eau, biodiversité, paysage...) dans un contexte d'abandon agricole des zones humides	Etudier les impacts de la fermeture des zones humides sur la qualité biologique et physico-chimique des milieux aquatiques associés <i>1 programme LIFE lancé Définition d'indicateurs de bon état des têtes de BV et d'un protocole de suivi adapté</i>
	Proposer des mesures de gestion/restauration adaptés des cours d'eau et leurs zones ripariennes
	Acquérir des compétences pour le montage de dossiers européens complexes type Life
Améliorer la prise de conscience de la valeur patrimoniale de la biodiversité du BV et favoriser sa prise en compte dans les projets locaux	Mettre en place un Schéma TVB à l'échelle du bassin versant <i>1 schéma opérationnel à l'échelle BV</i>
	Recueillir, diffuser et mettre en valeur l'information naturaliste <i>Nombre de données dans une base à l'échelle du BV</i>
	Mettre à disposition des collectivités un outil d'identification sites naturels remarquables <i>1 outil cartographique opérationnel / approprié par les collectivités</i>
	Accompagner les collectivités, les particuliers et les associations dans la mise en place d'une gestion conservatoire <i>8 sites naturels avec une notice de gestion</i>

L'ensemble des objectifs chiffrés sont proposés avec une échéance à 2020, dernière année du futur projet de territoire. Même si à cette date, les MAE qui auront été contractualisées ne seront pas terminées, cela permet de se donner un cadre d'action pour le projet PAEc présenté ici et de définir comment les MAE qui sont proposées, peuvent contribuer à atteindre ces objectifs.

IV. STRATEGIE D'INTERVENTION

Afin de répondre aux enjeux du bassin versant du Léguer et atteindre les objectifs fixés pour le projet de territoire 2016-2020, les MAE constituent un des principaux outils pouvant être proposé aux exploitants agricoles sur le Léguer.

En lien avec les éléments développés dans les paragraphes précédents, il est proposé la liste des MAEc suivantes :

A. MAEc pour les systèmes de production :

4 mesures sont proposées :

- **MAE BIO***
- **MAE SPE HERBIVORES « 12/70 »***
- **MAE SPE HERBIVORES « 18/65 »***
- **MAE SPE HERBIVORES « 28/55 »**

**Si les MAE BIO, SPE « 12/70 » et « 18/65 » sont déjà ouvertes sur toute la Bretagne, il est important qu'elles apparaissent dans le projet de PAEc du BV du Léguer. En effet ces mesures sont tout à fait pertinentes pour répondre aux enjeux identifiés (même si elles ne sont pas suffisantes) mais méritent une mobilisation, une animation et un suivi des exploitations afin de garantir une efficacité de contractualisation et de ces systèmes extensifs.*

Il est proposé que la MAE SPE HERBIVORES « 28/55 » soit disponible sur tout le bassin versant du Léguer en complément des MAE SPE 12/70 et 18/65 déjà disponibles d'office pour tout le bassin versant (et toute la Bretagne). En effet, le fait d'ouvrir la MAE SPE 28 permet de répondre positivement aux risques d'intensification évoqués dans la partie II de ce document et, au contraire, encourager un nombre important d'exploitations à s'orienter vers des systèmes herbagers dans la durée.

De plus, cette mesure est déjà ouverte sur les bassins versants voisins (Lieue de Grève et Jaudy-Guindy Bizien). Beaucoup d'agriculteurs du Léguer ont également des terres sur ces autres bassins versants. Il apparaît indispensable qu'ils puissent donc disposer de cette même mesure sur le bassin versant du Léguer. Il s'agit ainsi d'apporter une cohérence dans les actions proposées à ces agriculteurs et aussi d'éviter des problèmes de distorsion de concurrence entre exploitations voisines.

Objectifs de contractualisation :

L'analyse des systèmes d'exploitation actuels nous permettent de viser des objectifs de contractualisation des MAEc « systèmes » :

Pour définir ces objectifs, nous avons identifié le nombre d'exploitations « éligibles » aux MAE SPE et qui constitue la base de travail, le potentiel maximum de contractualisation : **395 exploitations concernées par des élevages de ruminants.**

NB : la fixation des objectifs ne portent que sur des MAE SPE, car très difficile chiffrer pour les MAE BIO qui devraient être rares car beaucoup d'agriculteurs en agriculture biologique contractualiseront des MAE SPE, plus rémunératrice dans bon nombre de cas. Nous considérerons que l'objectif global sur les MAE SPE inclue également quelques signataires de MAE BIO.

Sur ces 395 exploitations, nous avons identifié celles qui possèdent un système avec une part de maïs et une part d'herbe dans la SFP pas trop éloignés des exigences des MAE (contractualisation envisageable) : **170 exploitations à moins de 35% de maïs.**

Sur ces 170 exploitations, on sait qu'une partie ne souhaitera pas contractualiser une MAE SPE, pour différentes raisons :

- Lourdeur administrative du dispositif
- Blocage de certaines évolutions de l'exploitation du fait de l'engagement sur 5 ans (ex : impossibilité d'effectuer des échanges parcellaires)
- Crainte des contrôles
- Difficultés à respecter d'autres points des cahiers des charges, comme la diminution de l'IFT

Pour ces raisons, on peut envisager raisonnablement qu'environ 2/3 maximum des exploitations accepteront de s'engager après un diagnostic/accompagnement, avec une répartition potentielle dans les différentes MAE SPE, en fonction des parts d'herbe et de maïs actuels :

- **MAE SPE HERBIVORES « 12/70 »* : 45 exploitations pour 1 755 ha (39ha de SAU en moyenne)**
- **MAE SPE HERBIVORES « 18/65 »* : 15 exploitations pour 990 ha (66ha de SAU en moyenne)**
- **MAE SPE HERBIVORES « 28/55 » : 55 exploitations pour 3 795 ha (69 ha de SAU en moyenne)**

Soit un objectif global de MAE SPE de 115 exploitations soit environ 1/3 des exploitations éligibles du bassin versant, ce qui constitue déjà un objectif ambitieux.

L'animation et la contractualisation des MAE SPE est une action s'intégrant complètement dans le programme proposé au sein du projet de territoire d'eau du BV du Léguer 2016-2020 (à valider). Ce projet autour des MAE SPE intervient notamment en lien avec l'objectif retenu de faire évoluer les systèmes agricoles vers des systèmes plus économes en intrants. Les MAE SPE sont donc proposées en cohérence et en complémentarité d'autres actions mises en œuvre pour répondre à cet objectif :

- actions de communication et sensibilisation des agriculteurs,
- actions de développement de techniques alternatives et de réduction des pesticides
- actions d'optimisation du foncier agricole,
- actions de développement de l'autonomie alimentaire
- actions de développement de filières et de valorisation des produits agricoles locaux et de qualité

De plus, pour mettre en œuvre ces actions, le Comité de bassin versant du Léguer s'appuiera sur d'autres outils régionaux ou nationaux pour mobiliser au maximum les agriculteurs du bassin versant, par exemple :

- Les appels à projets de soutien aux investissements en matériels agro-environnementaux, dans le cadre du PCAEA (information relayée régulièrement auprès des agriculteurs, ETA et CUMA)
- Les appels à projet type GIEE/AEP (un dossier en cours accompagné par le BV)

Néanmoins, les MAE SPE constituent une action majeure du dispositif agricole du programme de bassin versant du Léguer.

B. MAEc pour la gestion des zones humides :

Plusieurs mesures sont proposées sur les prairies humides :

Gestion des prairies par pâturage extensif (< 1,2 UGB/ha/an) et sans fertilisation :

Herbe 03 + Herbe 04

Pas de ferti, pas de phyto, travail du sol superficiel (pas de retournement)

Gestion par fauche tardive (> 1er juillet) et absence de fertilisation :

Herbe 03 + herbe 06

Pâturage des regains autorisé, pâturage par déprimage interdit.

Pas de ferti, pas de phyto, travail du sol superficiel (pas de retournement)

Mise en herbe de culture et absence de fertilisation :

Couvert 06 + Herbe 03

Eligible sur surfaces déclarées en grande cultures et surfaces non comptées dans 5% des SIE ou BE obligatoires

Respect d'une liste de couverts autorisés (légumineuses pures interdites)

Bande enherbée ou parcelle entière

Pas de ferti, pas de phyto, travail du sol superficiel (pas de retournement)

Plan de gestion zones humides de l'exploitation :

Herbe 13 + Herbe 03

Diagnostic et Plan de gestion à suivre (fauches, pâturage, gestion des bords de cours d'eau, haies, mares, etc...) sur au moins 80% des zones humides de l'exploitation

Attention : non compatible avec la SPE

Il est proposé d'ouvrir ces **MAE zones humides sur l'ensemble du bassin versant du Léguer avec un ciblage de l'animation sur les communes qui bénéficient d'un inventaire de zones humides**. Les communes concernées devraient évoluer en cours de PAEc et l'ensemble du bassin versant devait être couvert par des inventaires d'ici 2017. L'intérêt est de proposer une action positive et bénéfique sur des zones humides identifiées et un inventaire souvent vécu comme une contrainte par les exploitants agricoles. Pour apporter une cohérence et donner plus de sens à l'action, il est donc proposé que **tous les agriculteurs qui possèdent des zones humides identifiées suite à un inventaire obligatoire, puissent bénéficier de cette mesure**. Cela permettra aussi d'éviter des zonages qui pourraient être vécus comme des distorsions de concurrence entre agriculteurs dans un contexte de marché économique tendu...

Objectifs de contractualisation :

Lors du précédent programme BV du Léguer, des MAE pour la gestion de zones humides avaient été ouvertes et contractualisées sur le sous-bassin du Guic. A priori, un nombre important d'exploitants seraient intéressés pour se réengager dans le nouveau PAEc. De plus, même si le potentiel de contractualisation est plus élevé sur le sous-bassin du Guic, l'ouverture aux autres zones du BV du Léguer bénéficiant d'inventaires de zones humides, peut permettre d'envisager une surface de contractualisation supérieure à la précédente programmation.

Les objectifs de contractualisation de MAEc pour la gestion des zones humides ont été fixés en prenant en compte que :

- Le Guic reste le secteur avec le plus fort potentiel
- La lourdeur administrative/craintes de contrôles vont conduire certains à ne pas se ré-engager en MAE
- Les inventaires de ZH (hors Guic) en cours vont permettre d'ouvrir un potentiel au fur et à mesure de l'avancement du PAEc
- Les MAE ZH sont un des outils de travail sur la gestion des ZH, mais pas le seul : il est nécessaire de conserver un temps important également pour l'animation des autres actions du CTMA

On estime donc notre objectif de contractualisation de MAE ZH à 72 contrats pour 915 ha sur 3 ans. Le fait que la gestion la plus courante est le pâturage ; mais que la fauche est bien mieux rémunérée ; et que la MAE « plan de gestion » n'est pas compatible avec les SPE ; nous permet d'envisager la répartition suivante :

Gestion des prairies par pâturage extensif (< 1,2 UGB/ha/an) et sans fertilisation :

36 contrats x 15 hectares = 540 ha

Gestion par fauche tardive (> 1er juillet) et absence de fertilisation :

25 contrats x 10 hectares = 250 ha

Mise en herbe de culture et absence de fertilisation :

4 contrats x 5 hectares = 20 ha

Plan de gestion zones humides de l'exploitation :

7 contrats x 15 hectares = 105 ha

L'animation et la contractualisation des MAEc pour la gestion des zones humides est une action s'intégrant complètement dans le programme BV proposé au sein du projet de territoire du BV du Léguer 2016-2020 (à valider). Cela fait partie des dispositions du CTMA du programme de bassin versant et complète les autres actions du volet zones humides, telles que :

- L'amélioration de la connaissance et la sensibilisation des agriculteurs aux rôles des zones humides et leur bonne gestion
- La veille et l'accompagnement des acteurs pour respecter les dispositions réglementaires autour des zones humides
- L'aménagement d'accès pour favoriser l'entretien des zones humides agricoles
- La mise à disposition d'un broyeur pour la réouverture des zones humides enrichies
- L'accompagnement d'échanges parcellaires et autres outils pour une optimisation du foncier, pour favoriser la gestion de zones humides agricoles
- Le montage d'un programme d'études/expérimentation (projet LIFE) pour mieux appréhender la gestion des zones humides de têtes de BV dans un contexte global de fermeture de ces milieux

Par ailleurs, l'animation des MAEc pour la gestion des prairies humides fait partie intégrante du poste d'animation du CTMA (volet zones humides), ce qui permet une mise en cohérence des actions et une meilleure efficacité sur le terrain (l'ensemble des actions pouvant être présentées aux agriculteurs par l'animateur du CTMA volet ZH)

C. MAEc pour la gestion du bocage :

➔ **Nouvelle MAE pour une gestion agro-environnementale du bocage en cours de négociation. Le bassin versant du Léguer est depuis le début impliqué dans ce projet et les agriculteurs en attente de cette mesure.**

Si le projet aboutit, cette nouvelle MAE sera proposée **dès que possible sur l'ensemble du bassin versant du Léguer**, comme cela avait le cas pour les précédentes MAE bocage. Ce projet est cohérent **avec notre stratégie Breizh bocage qui privilégie la préservation et la gestion de l'existant**, avec en particulier la filière bois-énergie bocage et le GIEE/AEP réunissant des agriculteurs situés à différents endroits du bassin versant.

Objectifs de contractualisation :

La contractualisation de cette nouvelle MAE dépendra fortement du montant de rémunération. Il est donc difficile à ce stade de fixer un objectif. Cependant, si la rémunération est à la hauteur de l'investissement de l'agriculteur pour gérer de façon pérenne son bocage, on peut penser qu'au moins 50 agriculteurs s'engageraient dans cette MAE.

D. MAEc pour la gestion de milieux remarquables :

Plusieurs mesures sont proposées sur parcelles « remarquables » en site NATURA 2000 :

Une partie importante du potentiel se situe sur des parcelles humides, ce qui nous conduit à proposer les mêmes mesures que les MAE pour la gestion des zones humides sur l'ensemble du bassin versant, complétées par quelques mesures spécifiques au site NATURA 2000, soit :

Mesures également proposées sur les zones humides hors Natura 2000

Gestion des prairies par pâturage extensif (< 1,2 UGB/ha/an) et sans fertilisation :

Herbe 03 + Herbe 04

Pas de ferti, pas de phyto, travail du sol superficiel (pas de retournement)

Gestion par fauche tardive (> 1er juillet) et absence de fertilisation :

Herbe 03 + herbe 06

Pâturage des regains autorisé, pâturage par déprimage interdit.

Pas de ferti, pas de phyto, travail du sol superficiel (pas de retournement)

Mise en herbe de culture et absence de fertilisation :

Couvert 06 + Herbe 03

Eligible sur surfaces déclarées en grande cultures et surfaces non comptées dans 5% des SIE ou BE obligatoires

Respect d'une liste de couverts autorisés (légumineuses pures interdites)

Bande enherbée ou parcelle entière

Pas de ferti, pas de phyto, travail du sol superficiel (pas de retournement)

Plan de gestion zones humides de l'exploitation :

Herbe 13 + Herbe 03

Diagnostic et Plan de gestion à suivre (fauches, pâturage, gestion des bords de cours d'eau, haies, mares, etc...) sur au moins 80% des zones humides de l'exploitation

Attention : non compatible avec la SPE

Mesures proposées spécifiquement sur la zone Natura 2000

Absence de fertilisation :

Herbe 03

Pas de ferti, pas de phyto, travail du sol superficiel (pas de retournement)

Attention : pas valable sur PPC (déjà réglementé)

Ouverture de friche et absence de fertilisation :

Ouvert 01 + Herbe 03

Travaux d'ouverture sur milieux fermés (landes ou prairies) en 3 tranches annuelles max
Pas de ferti, pas de phyto, travail du sol superficiel (pas de retournement)

Maintien de l'ouverture et absence de fertilisation :

Ouvert 02 + Herbe 03

Adaptée à la gestion des landes (1 intervention sur 5 ans possible)

Toutes ces MAE seraient ouvertes **sur l'ensemble du site NATURA 2000 « Rivière Leguer, forêts de Beffou, Coat an Noz et Coat an Hay »**.

Objectifs de contractualisation :

A partir de la connaissance du site Natura 2000 et l'expérience des contrats signés ces dernières années, l'estimation de contrats MAE N2000 2016-2018 est évaluée à :

Gestion des prairies par pâturage extensif et sans fertilisation* : 15 ha

Gestion par fauche tardive (> 1er juillet) et absence de fertilisation* : 15 ha

Mise en herbe de culture et absence de fertilisation* : 2 ha

Plan de gestion zones humides de l'exploitation* : 5 ha

Absence de fertilisation : 10 ha

Ouverture de friche : 2 ha

Maintien de l'ouverture de friche : 6 ha

L'animation et la mobilisation des agriculteurs et propriétaires des parcelles éligibles s'inscrit dans l'animation du site NATURA 2000 « Rivière Leguer, forêts de Beffou, Coat an Noz et Coat an Hay », dont l'Association Vallée du Léguer est opérateur local aujourd'hui (projet de fusion AVL et CBVL en cours). Ce travail est intégré aux actions du programme de bassin versant du Léguer pour répondre aux objectifs du projet de territoire en élaboration. D'autres actions du volet zones humides du CTMA sont orientées sur la préservation des milieux naturels et de la biodiversité remarquables et sont donc cohérentes et complémentaires de ces MAE.

V. MOYENS D'ACTION PROPOSES

La dynamique de contractualisation des MAEc proposées reposent sur des moyens d'animation suffisants et adaptés à chaque étape de mise en œuvre du PAEc.

A. Promotion et pré-diagnostics

La première étape concerne le travail de promotion des MAEc retenues pour le territoire et de mobilisation des agriculteurs. Ce travail devra passer par différents moyens :

- Réunions de présentation des MAEc
- Courriers et/ou flashs aux agriculteurs du bassin versant
- Articles pour les bulletins municipaux
- Organisation d'une communication presse
- Porte-ouverte dans une ferme « de référence »*
- Contacts téléphoniques/rencontres individuelles ciblées

**courant 2015, conformément au programme agricole du bassin versant, plusieurs exploitations ont été identifiées pour faciliter la mobilisation d'autres agriculteurs. Il s'agit d'exploitation ayant déjà fait le choix d'une évolution vers un système plus extensif comparable aux mesures systèmes du PAEc (MAE SPE ou en conversion à l'agriculture biologique). Sur ces fermes suivies depuis plusieurs années ou plus récemment, les organismes de conseil ont recueilli des données technico-économiques pour traduire les effets de leur évolution. La valorisation de ces données sous différentes formes, devrait permettre de favoriser l'engagement de nouvelles exploitations dans ces systèmes.*

Un effort de communication sera également fait auprès de l'ensemble des organismes agricoles intervenant sur le bassin versant pour leur permettre d'être des relais d'information sur le PAEc. D'ailleurs certaines actions de communication seront probablement réalisées en partenariat avec certains de ces organismes dans le cadre du programme d'actions agricoles du projet de territoire du bassin versant du Léguer.

Pour information, de nombreux échanges ont déjà eu lieu cette année avec les organismes de conseil, qui pourraient potentiellement intervenir pour les diagnostics/accompagnement. Un contact a également été établi avec le Centre de gestion, en lien avec l'étude économique commandée l'année dernière. De plus, le projet de PAEc a été présenté à l'ensemble des organismes agricoles, y compris coopératives, le 6 octobre 2015 à Plouaret.

A l'occasion de cette mobilisation, on peut espérer que de nombreux agriculteurs se montrent intéressés par les MAEc proposées. Un premier échange et un pré-diagnostic sera alors réalisé par le Comité de bassin versant du Léguer. Cette étape permettra de vérifier l'aptitude de l'exploitant à s'engager dans une MAEc et de l'orienter vers les personnes et les organismes pouvant l'accompagner vers une contractualisation et la mise en œuvre des cahiers des charges de la (des) MAEc choisie(s).

➔ **Mobilisation et pré-diagnostics réalisés par un technicien du BV du Léguer : 0,5j par agriculteur en moyenne à raison d'une centaine d'agriculteurs rencontrés par an (réalisation d'un pré-diagnostic) = 50 journées par an**

B. Diagnostics/Accompagnement vers la contractualisation

Suite aux pré-diagnostics, les exploitants rencontrés seront orientés vers les personnes habilitées pour les accompagner techniquement et favoriser leur engagement vers des MAEc qui leur conviendront.

MAE SPE et Bio

Afin de favoriser la contractualisation de ces mesures par un maximum d'agriculteurs, il est proposé de laisser le choix à l'agriculteur du prestataire chargé du diagnostic/ accompagnement. Lors du prédiagnostic, le technicien du BV du Légier lui aura donc présenté les différents intervenants possibles, parmi différents organismes de conseil :

- Chambre d'agriculture des Côtes d'Armor
- CEDAPA
- GAB
- BCEL Ouest

L'intervenant choisi sera contacté par le technicien. L'intervenant prendra alors RDV avec l'agriculteur pour réaliser le diagnostic/accompagnement.

Ce diagnostic/accompagnement pourra prendre deux formes possibles :

- **Un diagnostic/accompagnement « light »**, adapté aux agriculteurs respectant déjà ou très proches du cahier des charges de la MAE SPE, et qui ont besoin de peu d'accompagnement pour s'engager dans la MAE et respecter le cahier des charges. Le diagnostic permettra de vérifier que le projet est facile à mettre en œuvre pour l'agriculteur et pointera simplement quelques ajustements éventuellement nécessaires et des points de vigilance.
Le temps nécessaire pour réaliser cet accompagnement « light » est estimé à 0,5j par agriculteur concerné
- **Un diagnostic/accompagnement plus poussé**, adapté aux agriculteurs possédant des systèmes plus éloignés du cahier des charges de la MAE SPE visée. Ces agriculteurs ont besoin d'un temps d'accompagnement plus important et plus de conseils sur les évolutions de pratiques et de gestion des différents items constituant l'exploitation. Le diagnostic permettra d'évaluer les marges de progrès nécessaires sur les différents points du cahier des charges. Le prestataire proposera des solutions techniques adaptées pour aider l'agriculteur à faire évoluer son système tout en maintenant sa viabilité économique.
- **Le temps nécessaire pour réaliser cet accompagnement plus poussé est estimé à 2,5j par agriculteur concerné**

Les temps donnés pour les deux types de diagnostics/accompagnement sont donnés à titre indicatif. L'intervenant devra adapter son accompagnement au besoin de l'agriculteur.

En considérant qu'un tiers des agriculteurs auront besoin d'un accompagnement « light » et 2/3 d'un accompagnement plus poussé, on estime le besoin de diags/accompagnement préalable à la signature à environ 38 journées d'organismes de conseil par an.

Les interventions des organismes de conseil pour cette étape de diagnostic/accompagnement seront faites

- **soit dans le cadre de prestations commandées par le Comité de bassin versant en tant que Maître d'ouvrage de cette action**

- soit dans le cadre d'une mission des organismes de conseil agricole, eux-mêmes maîtres d'ouvrage associés du PTE du BV du Léguer, en partenariat avec le CBVL*
- ➔ **POINT ENCORE EN COURS DE DISCUSSION**, en attente du positionnement des partenaires financiers de l'animation des actions agricoles du PTE

NB : le temps de diagnostic/accompagnement ne comprend pas le remplissage des documents de déclaration PAC dans lesquels figureront les points relatifs aux mesures MAE choisies. Cette étape sera réalisée, comme chaque année, par l'agriculteur éventuellement aidé par une structure d'accompagnement habituelle (par exemple le CER).

MAEc pour la gestion des prairies humides

L'accompagnement des agriculteurs intéressés par cette mesure sera réalisé par l'animatrice ZH du CTMA du programme BV du Léguer. Le temps dédié au diagnostic/accompagnement d'agriculteurs intéressés par ces MAE est compris dans l'animation du volet ZH du CTMA et sera compris entre ¼ temps et un ½ temps selon les années.

MAEc pour la gestion du bocage

Un plan de gestion du bocage devra être réalisé préalablement à la signature de la MAE. Ce PGB, ainsi que le temps dédié au montage du dossier de l'agriculteur est compris dans l'animation annuelle financée par le dispositif Breizh Bocage. Deux personnes de la structure BV du Léguer sont susceptibles d'intervenir pour cette action. Le temps d'animation est estimé à 40j/an pour la réalisation de PGB (suivis ou non d'une MAE) et 20j/an dédiés exclusivement à l'accompagnement des MAE bocage (suivi post contractualisation inclus)

MAEc pour la gestion de milieux remarquables :

L'accompagnement sera réalisé par un technicien de la structure identifiée comme opérateur local NATURA 2000. Le temps dédié à ce travail est difficile à estimer mais est compris en totalité dans l'animation du site NATURA 2000

C. Suivi des signataires après contractualisation

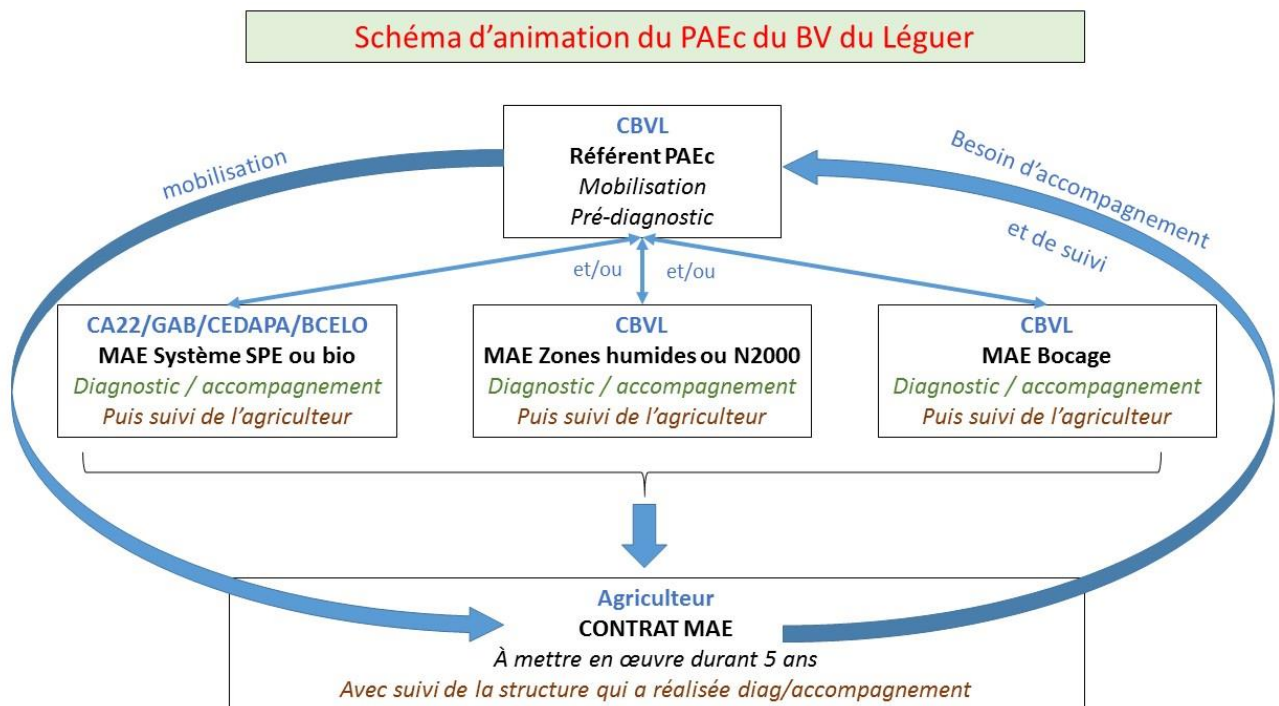
Les bilan-évaluations des précédents programmes ont montré la nécessité d'assurer un suivi des agriculteurs dans les années suivant leur contractualisation de MAE. En effet, afin de s'assurer d'une évolution durable des pratiques et/ou des systèmes, il est nécessaire de vérifier la bonne compréhension et le bon respect des cahiers des charges et si nécessaire, de lever avec eux les difficultés pouvant être rencontrées. Sans ce travail, il existe un risque important de :

- Non respect de tous les points du cahier des charges, avec risque de pénalité en cas de contrôle avec comme incidence, un rejet dans la durée des dispositifs d'accompagnement contractuel proposés par les structures BV et l'administration
- Retour à des pratiques précédentes à la fin de la période d'engagement dans la MAE (5 ans) du fait de difficultés récurrentes rencontrées pendant les 5 ans du contrat (par exemple, la gestion des adventices dans un contexte de réduction des IFT)

Chaque agriculteur bénéficiera donc d'un suivi assuré, si possible, par le technicien/la structure qui a réalisé son diagnostic/accompagnement pré MAE. **Ce suivi est estimé à 0,5j/agriculteur/an** (la répartition du temps sur les 5 ans pouvant être adapté selon les besoins de l'agriculteur).

A priori, l'agriculteur engagé pourra choisir un organisme de conseil dans une liste d'organismes agréés au niveau régional. Le suivi sera alors réalisé par cet organisme, qui sera maître d'ouvrage de cette action mais qui devra informer la structure porteuse du PAEc de son travail et lui faire remonter toutes les informations nécessaires à une bonne coordination du PAEc. De plus, à tout moment, l'agriculteur pourra contacter le CBVL, en tant que structure porteuse du PAEc pour lui faire remonter ses difficultés éventuelles, besoins de suivi et accompagnement, pendant la durée de son contrat MAE.

La figure suivante schématise le principe d'animation envisagé pour le PAEc du BV du Léguer :



VI. MODALITES DE SUIVI-EVALUATION *IN ITINERE*

Un bilan-évaluation sera réalisé chaque année. Il permettra de situer l'action par rapport aux objectifs qui avaient été fixés. Il permettra éventuellement d'adapter l'action pour les années suivantes si cela est nécessaire et peut permettre une meilleure réussite du projet.

Le bilan-évaluation annuel sera transmis à l'autorité de gestion au 30 septembre de chaque année du PAEc.

VII. BUDGET PREVISIONNEL

A partir des objectifs de contractualisation fixés, il est possible de chiffrer le budget prévisionnel des MAEc prévues sur le BV du Légier :

MESURES MAE _c	Montant moyen / ha en euros	Objectif de surface en ha	Montant prévisionnel sur 5 ans
MAE SPE et bio (hypothèse de 50/50 entre maintien et conversion)			
MAE SPE HERBIVORES « 12/70 »*	185 €	1 755	1 623 375 €
MAE SPE HERBIVORES « 18/65 »*	170 €	990	841 500 €
MAE SPE HERBIVORES « 28/55 »	125 €	3 795	2 371 875 €
MAE BIO	difficile à chiffrer, quelques agriculteurs qui auront pris la MAE bio plutôt que SPE		
MAE gestion des zones humides			
Gestion des prairies par pâturage extensif (< 1,2 UGB/ha/an) et sans fertilisation	160 €	540	432 000 €
Gestion par fauche tardive (> 1er juillet) et absence de fertilisation	326 €	250	407 500 €
Mise en herbe de culture et absence de fertilisation	339 €	20	33 900 €
Plan de gestion zones humides de l'exploitation	223 €	105	117 075 €
MAE gestion de parcelles remarquables en zone NATURA 2000			
Gestion des prairies par pâturage extensif (< 1,2 UGB/ha/an) et sans fertilisation	160 €	15	12 000€
Gestion par fauche tardive (> 1er juillet) et absence de fertilisation	326 €	15	24 450 €
Mise en herbe de culture et absence de fertilisation	339 €	2	3 390 €
Plan de gestion zones humides de l'exploitation	223 €	5	5 575 €
Absence de fertilisation	103	5	5 150 €
Ouverture de friche	273	5	2 730 €
Maintien de l'ouverture de friche	122	5	3 660 €
MAE gestion du bocage			

MAE en cours de négociation			
-----------------------------	--	--	--

**surfaces et montants incluant potentiellement des contrats signés dès 2015*

NB : ces montants ne comprennent que les aides versées directement à l'agriculteur, et ne comprennent pas le financement de l'animation pour l'accompagnement préalable et postérieur à la signature de la MAE par l'agriculteur.